



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ

2	0	2	1	-	0	0	4
---	---	---	---	---	---	---	---

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

OBJET : PRESTATIONS DE SERVICES DE LOCATION ET DE LIVRAISON DE MATÉRIELS AUDIOVISUELS, SCÉNIQUES ET ASSIMILÉS, PRESTATIONS D'INTERVENTIONS TECHNIQUES PROFESSIONNELLES SPÉCIALISÉES ET ACHAT DE CONSOMMABLES ASSOCIÉS, POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

TITULAIRE :

DATE DE NOTIFICATION DU MARCHÉ :

Le présent CCP comporte dix-neuf (19) pages, annexe comprise.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE
MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION
AQUARIUM TROPICAL

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr
SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS À RÉALISER ET CONDITIONS DE LEUR RÉALISATION

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE LIVRAISON ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

ARTICLE 8 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

ARTICLE 11 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 13 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

ARTICLE 15 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

ARTICLE 16 : CLAUSE DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ

ARTICLE 17 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ARTICLE 18 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ANNEXE 1 : PLAN DE L'AIRE DE LIVRAISON

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la réalisation de prestations de services de location et de livraison de matériels audiovisuels, scéniques et assimilés et de prestations d'interventions techniques professionnelles spécialisées pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

Le marché a également pour objet de permettre l'achat par l'Établissement auprès du titulaire de consommables associés.

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

2.1 – Pour l'Établissement

Le responsable du suivi de l'exécution du présent marché est la Directrice du bâtiment et de la programmation culturelle de l'Établissement, Madame Christine PIQUÉRAS, représentée par la cheffe du service de la coordination et de la programmation culturelle Madame Cécile VERMOREL (Tél. : 01-53-59-84-94 – courriel : cecile.vermorel@palais-portedoree.fr).

Le suivi technique des prestations sera plus particulièrement assuré par Monsieur Samir MÉKARI, régisseur général de l'Établissement.

2.2 – Pour le titulaire

2.2.1 – Désignation du responsable

Dès la notification du marché et au plus tard dans les huit (8) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire s'engage à désigner une personne physique chargée du suivi de l'exécution des prestations relevant du présent marché et à communiquer ses coordonnées (adresse de courriel et numéro de téléphone en particulier) à l'Établissement. Cette personne sera également chargée de représenter le titulaire auprès de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Ce responsable de l'exécution du marché sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exécution des prestations. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement et par écrit, de tout incident survenu durant l'exécution des prestations.

Ce responsable sera placé sous l'autorité administrative du représentant de l'Établissement visé au point 2.1 ci-dessus et sous l'autorité hiérarchique unique et exclusive du titulaire, en sa qualité d'employeur.

En outre, ce responsable assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations ainsi que le contrôle de la qualité des prestations réalisées.

Enfin, ce responsable sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteront :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- À la forme juridique sous laquelle le titulaire exerce son activité,
- À la raison sociale ou à la dénomination du titulaire,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de son entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.2.2 – Remplacement

En cas d'absence du responsable de l'exécution du marché, le titulaire désignera dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures, par écrit, une autre personne pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement aura la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires après sa désignation. Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

L'absence de désignation d'un responsable technique par le titulaire dans les délais visés au présent article 2.2 sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ

3.1 – Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire, pour une durée ferme initiale de vingt-quatre (24) mois.

Le marché sera ensuite renouvelable deux fois, par tacite reconduction, pour deux (2) périodes annuelles successives, à moins que l'Établissement ne notifie au titulaire une décision expresse de non-reconduction du marché, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de trois (3) mois avant chaque date anniversaire du marché.

La durée maximale du présent marché est en conséquence fixée à quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne pourra s'opposer à aucune reconduction tacite acceptée par l'Établissement.

Le présent marché pourra être dénoncé à tout moment par l'Établissement, sur décision motivée et notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de trois (3) mois.

3.2 – Modification du marché

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications seront prévues dans les documents du présent marché ;
- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties.

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS À RÉALISER ET CONDITIONS DE LEUR RÉALISATION

Le présent marché dont l'exécution est confiée au titulaire n'emporte aucune exclusivité au profit de ce dernier. Le titulaire supporte une obligation de résultat pour l'exécution des prestations.

4.1 – Description des activités et des espaces de l'Établissement liés aux fournitures et prestations objet du marché

L'Établissement développe une programmation artistique et culturelle se déclinant à travers une pluralité d'activités, comprenant notamment l'organisation de :

- Spectacles de danse, théâtre, cirque, arts de la rue, « stand up » ;
- Performances (art contemporain, cultures urbaines...) ;
- Concerts de musique classique et de musiques actuelles ;
- Design, installations *in situ* et scénographies ;
- Projections vidéo ;
- Conférences et débats ;
- Rencontres littéraires ;
- Etc.

Cette programmation est majoritairement organisée par l'Établissement dans le cadre des quatre temps forts pluridisciplinaires : « L'Envers du décor », « Le Grand festival », « La Fête de l'Océan » et le festival « Welcome ! ».

À ces temps forts s'ajoutent également différents autres événements de nature et d'ampleur différentes, notamment :

- Des manifestations nationales (Fête de la musique, Nuit des musées, journées du patrimoine...) ;
- Des rendez-vous publics réguliers à raison d'environ une conférence, une rencontre littéraire, deux projections cinéma par mois ;
- Des rendez-vous artistiques ponctuels en partenariat avec des festivals et d'autres structures culturelles.

La programmation artistique et culturelle de l'Établissement a également pour particularité de se déployer dans plusieurs espaces de l'Établissement, aux caractéristiques techniques et aux contraintes acoustiques et d'installation du matériel diverses et que le titulaire devra prendre en compte. Il s'agit notamment de :

- Son auditorium,
- Ses espaces patrimoniaux du rez-de-chaussée (Forum, hall Marie Curie, salons historiques, hall d'honneur). Ces espaces présentent des particularités liées aux éléments suivants : ils ont une forte résonance ; il y a la présence d'un aquarium tropical à l'étage inférieur qui impose des limites acoustiques pour le respect des collections vivantes ; il y existe un système d'accroche sommaire voire inexistant dans certains espaces ; des œuvres fragiles (fresques murales classées, mosaïques au sol...) sont présentes dans ces espaces.
- Son parvis et ses espaces extérieurs.

La nature patrimoniale et atypique de ces différents espaces rend primordiales l'expertise technique du titulaire ainsi que l'adéquation du matériel à chaque configuration d'événement.

Le titulaire devra en conséquence proposer dans le cadre du présent marché des fournitures et des prestations adaptées tant aux activités de l'Établissement qu'à ses espaces et à leurs particularités, tels que précisés au présent article.

4.2 – Description des prestations à réaliser

Dans le cadre du présent marché, les prestations à réaliser concernent la location et la livraison de matériels audiovisuels, de sonorisation, d'éclairage et/ou vidéo et assimilés, la réalisation d'interventions techniques professionnelles spécialisées ainsi que la fourniture de consommables associés, pour les besoins de la programmation artistique et culturelle de l'Établissement.

4.2.1 – Location de matériels et achat de consommables

La typologie et les caractéristiques précises des matériels et consommables à fournir par le titulaire à la demande de l'Établissement figure au bordereau des prix unitaires (BPU) du marché, en annexe à l'acte d'engagement.

Concernant les matériels mis à disposition de l'Établissement en location, le titulaire s'engage à fournir et livrer des matériels de technologie récente, en parfait état de fonctionnement et, en tout état de cause, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur pour l'utilisation qui en sera faite, mais également conformes à toutes les autres normes que ces matériels doivent respecter.

Concernant les consommables qui seront vendus à l'Établissement, le titulaire s'engage à fournir et livrer des consommables **neufs**, de technologie récente, en parfait état de fonctionnement et, en tout état de cause, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur pour l'utilisation qui en sera faite, mais également conformes à toutes les autres normes que ces matériels doivent respecter.

Les éléments listés au bordereau des prix unitaires pourront être complétés, en cas de besoin de l'Établissement, par d'autres éléments prévus au catalogue du titulaire.

Si le matériel ou le consommable commandé par l'Établissement et livré à celui-ci est défectueux ou non-conforme, le titulaire s'engage à le remplacer dans un délai maximum de deux (2) heures après la demande de remplacement formulée par l'Établissement et aux frais exclusifs du titulaire. À défaut, le titulaire pourra encourir la pénalité financière de retard visée à l'article 10 ci-après.

4.2.2 – Réalisation d'interventions techniques professionnelles et spécialisées

L'Établissement pourra en cas de besoin faire appel au titulaire pour la réalisation d'interventions techniques spécialisées pour assister la régie générale de l'Établissement dans le cadre des événements et spectacles qu'il organise.

Le titulaire s'engage à ce que ces prestations soient réalisées par des professionnels spécialisés dans le domaine du spectacle vivant et compétents.

Si l'Établissement constate qu'un membre du personnel du titulaire dédié à la réalisation de telles prestations techniques professionnelles et spécialisées est défaillant, il le signalera au titulaire par écrit (courriel). Dès lors, le titulaire s'engage à ne plus affecter cette personne à la réalisation des prestations demandées par l'Établissement.

4.3 – Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du présent marché s'exécuteront sur l'ensemble des espaces de l'Établissement ou dans tout autre espace précisé au titulaire par l'Établissement.

Certaines prestations pourront également être exécutées dans les locaux du titulaire (notamment la rédaction des rapports à la suite des interventions et prestations réalisées dans l'Établissement).

4.4 – Organisation et modalités de réalisation des prestations

La régie générale de l'Établissement organise et coordonne, au travers de son régisseur général, l'exploitation technique des projets de programmation.

Ainsi, pour l'ensemble des fournitures et prestations objet du présent marché, le régisseur général de l'Établissement sera le référent du titulaire.

Le régisseur général fournira au titulaire un planning d'interventions par événement ainsi que les fiches techniques et les éléments nécessaires à la mise en place de cet événement.

De façon générale, le titulaire s'engage à respecter le descriptif d'intervention suivant :

- Évaluer et proposer, sur un mode argumenté, des solutions comparées optimisant les moyens humains, économiques et matériels à mettre en oeuvre pour la réalisation des prestations et la livraison des fournitures commandées ;

- Contrôler l'application des règles de travail, d'hygiène et de sécurité, notamment les EPI (équipement de protection individuelle) de tous les intervenants du titulaire affectés à la réalisation des prestations sur le site de l'Établissement ;
- Participer à l'accueil technique des artistes et à la bonne relation entre les équipes techniques, logistiques et artistiques intervenant dans le cadre des événements organisés par l'Établissement ;
- Assister aux répétitions des événements organisés par l'Établissement, ajuster et optimiser les moyens techniques disponibles.

4.4.1 - Délais

Pour les grands événements issus de sa programmation, l'Établissement s'engage à établir un bon de commande au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date de chaque événement se produisant sur le site de l'Établissement.

Pour des événements de moindre ampleur, le titulaire devra répondre à une demande technique urgente de l'Établissement dans un délai de vingt-quatre (24) heures pour des événements de type « conférence » et de soixante-douze (72) heures pour des événements de type « spectacle vivant ».

4.4.2 – Livraison et reprise des matériels et consommables

Dans un délai de quarante-huit (48) heures au plus tard avant chaque livraison de matériels et consommables, le titulaire communiquera obligatoirement par courriel adressé au régisseur général de l'Établissement (samir.mekari@palais-portedoree.fr) les coordonnées complètes du livreur et l'identification du véhicule (marque et plaque immatriculation).

Les personnels techniques et les transporteurs de matériel devront obligatoirement être munis d'une pièce d'identité pour accéder à l'Établissement.

Le titulaire sera responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée lors de la livraison par ses personnels ou son transporteur.

La reprise de tout le matériel technique et des consommables devra s'effectuer à la fin de chaque événement, le matériel ne pouvant en aucun cas être stocké sur le site de l'Établissement.

4.4.3 – Consignes et accès

Le titulaire devra respecter les consignes qui lui seront communiquées par l'Établissement, en particulier en matière d'entrée et de sortie des personnes et des biens de l'Établissement.

La responsabilité du titulaire pourra être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle des entrées et des sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle des sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par son personnel. Elle pourra être également recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le site de l'Établissement sera accessible au titulaire et à ses personnels, du lundi au dimanche de 07h00 à 20h30. Des dérogations d'accès en soirée seront possibles les jours de manifestations ou d'événements.

L'accès des livraisons devra se faire par l'entrée Nord du bâtiment, située au 8, avenue Armand Rousseau – 75012 Paris. Seule la dépose et la reprise seront autorisées. Aucun stationnement ne sera autorisé dans l'enceinte de l'Établissement.

L'accès à cette seconde entrée devra faire l'objet d'une demande écrite (courriel) particulière et préalable, effectuée auprès du représentant de l'Établissement, au moins quarante-huit (48) heures avant la date envisagée. Cette demande devra indiquer l'identité de la ou des personnel(s) du titulaire intervenant sur le site de l'Établissement ainsi que la marque, l'immatriculation, les horaires d'arrivée et de départ du véhicule.

4.4.4 – Rapport d’incident

L’ensemble des incidents constatés par les personnels du titulaire dans le cadre de l’exécution des prestations objet du présent marché devra obligatoirement donner lieu à la rédaction par ces personnels d’un rapport d’incident écrit, qui devra être adressé sans délai et par voie électronique au représentant de l’Établissement.

4.5 – Obligations relatives aux personnels du titulaire et de ses sous-traitants éventuels

4.5.1 – Qualification et habilitation

Tous les personnels du titulaire et ses sous-traitants dûment agréés par l’Établissement, amenés à procéder à une ou plusieurs interventions sur site, devront posséder toutes les qualifications et habilitations requises pour la réalisation des prestations objet du marché. Le titulaire garantit l’Établissement à cet égard.

L’absence constatée de qualification et/ou de certification des personnels intervenant sur le site de l’Établissement dans le cadre du présent marché entraînera l’application de pénalités financière à l’encontre du titulaire, telles que prévues à l’article 10 du présent CCP.

4.5.2 – Formation

En tant que de besoin, le titulaire s’engage à mettre en place en faveur de ses personnels des plans de formations adaptés aux besoins liés aux prestations objet du marché et aux nécessités de qualifications et de certifications qui en découlent.

4.5.3 – Gestion du personnel

Dès la notification du marché, le titulaire établira la liste nominative de ses personnels amenés à intervenir sur le site de l’Établissement, qu’il transmettra au représentant de l’Établissement dans les quinze (15) jours suivant la date de notification du marché. Cette liste devra être tenue à jour par le titulaire et transmise à l’Établissement dès qu’un changement interviendra.

Le titulaire vérifiera que l’ensemble de son personnel d’intervention dispose bien de la qualification correspondante à sa mission, ainsi qu’une bonne connaissance du site, des consignes de sécurité et d’accès données par l’Établissement. Le titulaire s’engage, autant que possible, à affecter à l’Établissement le même personnel d’intervention pour chaque commande de façon à pouvoir connaître parfaitement les lieux et les modes de fonctionnement de l’Établissement.

Le titulaire s’engage également à ce que ses personnels, qu’il mettra à disposition de l’Établissement au titre du présent marché, respectent le règlement intérieur de l’Établissement ainsi que l’ensemble des consignes, notamment d’accès et de sécurité, qui lui seront notamment communiqués par le régisseur général de l’Établissement.

Le titulaire, en sa qualité d’employeur, est le seul responsable des personnels qu’il affectera sur le site de l’Établissement.

4.6 – Respect des normes

Le titulaire s’engage à respecter toutes les normes en vigueur et applicables à l’exécution des prestations dues au titre du présent marché. Il devra notamment fournir, sur demande de l’Établissement, toutes les fiches techniques ou d’utilisation se rapportant aux matériels mis à la disposition de l’Établissement au titre de l’exécution du présent marché.

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent la remise des offres, soit le mois de janvier 2021 (mois « M0 »).

5.1 – Détermination des prix

Le montant du marché sera déterminé par l'application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) aux quantités de prestations réellement commandées par l'Établissement et exécutées par le titulaire (telles que décrites au présent CCP).

Toutefois, conformément à l'article 6.2 ci-après, des devis pourront également être demandés au titulaire pour des prestations complémentaires ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires (BPU) du marché.

5.2 – Contenus des prix

Les prix du présent marché comprennent :

- De façon générale, toutes les charges énumérées à l'article 10 du CCAG/FCS,
- L'outillage à main nécessaire à des professionnels,
- Les moyens de communication (téléphone portable notamment),
- L'équipement de sécurité réglementaire éventuellement nécessaire (gants, chaussures, casques, harnais notamment), et les vêtements de travail éventuels,
- Les frais de livraison et transport aller/retour, l'entretien, les dépannages, les réparations, les contrôles réglementaires et les assurances des matériels fournis par le titulaire dans les prix HT du BPU,
- Toutes les sujétions et en particulier les frais d'amenée et de repli du matériel,
- Et de façon générale, tout ce qui concourt à la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché.

Les prix seront également réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires et résultant de l'exécution des prestations, incluant notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

5.3 – Révision des prix

Les prix seront fermes pour la première année du marché.

À chaque date anniversaire de la notification du marché, les prix pourront être révisés par le titulaire par application de la formule suivante :

$$P\text{-rev} = P_0 [0,15 + 0,85 \frac{(ICHT\text{-rev-TS})}{ICHT\text{-TS}_0}]$$

Dans laquelle :

P-rev = nouveau prix révisé de règlement,

P₀ = prix initial du marché (Valeur au mois M₀),

ICHT-rev-TS = Indice du coût horaire du travail-révisé tous salariés, connu à la date anniversaire de la notification du marché,

ICHT-TS₀ = Valeur initiale de l'indice ICHT-TS (valeur de base du marché, au mois M₀).

Les prix ainsi obtenus seront fermes pour la période annuelle suivante.

Si le titulaire souhaite faire application d'une révision des prix du marché conformément aux dispositions du présent article, il en informera expressément l'Établissement, par lettre recommandée avec accusé de réception, en lui précisant les détails et explications de ses calculs pour la révision des prix et en lui adressant les nouveaux tarifs ainsi révisés (c'est-à-dire le BPU mis à jour).

Cette révision annuelle des prix du marché ne pourra intervenir que dans une période comprise entre le mois précédent la date anniversaire du marché et le mois suivant cette date. Passé ce délai, le titulaire sera réputé renoncer à une révision des prix pour la période annuelle suivante.

5.4 – Clause de sauvegarde

L'Établissement se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de révision des prix si celle-ci conduit à une augmentation des prix de plus de trois pour cent (3%) par an.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT

6.1 – Commandes réalisées sur BPU

Les prestations, objet du présent marché, seront commandées au titulaire au-fur-et-à-mesure de l'émergence des besoins de l'Établissement, lesquels seront formalisés par la passation de bons de commande.

Chaque bon de commande sera adressé par l'Établissement au titulaire par voie dématérialisée (courriel).

Outre les mentions obligatoires, chaque bon de commande devra préciser :

- La référence du présent marché et de chaque avenant,
- Le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- L'identification de la direction ou du service bénéficiaire,
- La désignation précise et détaillée des prestations y compris les frais annexes,
- La détermination des quantités, le détail des prix HT et le taux de TVA appliqué,
- Le montant HT total de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Et le montant total TTC.

Le titulaire sera tenu d'exécuter intégralement les commandes émises par l'Établissement, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande aura pour point de départ sa date de notification au titulaire.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne pourra faire excéder la durée de validité du présent marché de plus d'un (1) mois.

6.2 – Commandes réalisées hors BPU (sur devis)

Pour des prestations complémentaires ne figurant pas au BPU, l'Établissement pourra demander au titulaire un devis chiffré. Le titulaire disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours calendaires pour adresser, par tout moyen, son devis à l'Établissement.

En cas de devis dûment accepté, l'Établissement émettra alors un bon de commande correspondant au contenu du devis, dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 6.1 ci-dessus.

6.3 – Modalités de règlement

Les sommes afférentes aux prestations commandées sur BPU ou sur devis dûment accepté seront acquittées par l'Établissement sur présentation de factures établies par le titulaire et après constatation du service fait.

Chaque facture portera obligatoirement, outre les indications légales, les mentions suivantes :

- la désignation de la personne publique contractante,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- les références (n° et date) du marché et de chaque avenant éventuel,

- les références de la direction ou service bénéficiaire,
- les références (n° et date) du bon de commande,
- les désignations et les quantités des prestations effectuées ou livrées,
- les prix unitaires en vigueur à la date de la commande,
- les montants HT des prestations, en appliquant les prix figurant au BPU ou les prix figurant sur le devis accepté pour les prestations hors BPU -,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC des prestations,
- la date et le numéro de la facture.

Les factures devront obligatoirement porter la référence du marché (N° 2021-004) et être adressées à l'Établissement de façon dématérialisée sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le numéro de SIRET de l'Établissement (N°130 002 728 00017) et le numéro d'engagement de la dépense présent sur le bon de commande ou préalablement communiqué par l'Établissement. Aucun Code service n'est à saisir.

Le comptable assignataire chargé de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

6.4 – Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique relatives au délai global de paiement, les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'Établissement.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de défaut de paiement dans le délai visé ci-dessus, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

6.5 – Acceptation du montant de la facture

L'Établissement vérifiera le montant indiqué sur la facture et le complètera éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités à appliquer et/ou les réfections éventuelles.

Le montant définitif à régler au titulaire sera arrêté par l'Établissement. Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire sera réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

6.6 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'Établissement, le paiement sera effectué par virement bancaire, sur la base provisoire des sommes admises par l'Établissement, déduction faite des éventuelles pénalités dues et/ou autres réfections à déduire.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE LIVRAISON ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

7.1 – Lieu et modalités de livraison des prestations

7.1.1 – Lieu de livraison

Les fournitures et prestations seront, sauf précision contraire expresse de l'Établissement, livrées et s'exécuteront dans les locaux de l'Établissement situés à l'adresse suivante :

Établissement Public du Palais de la Porte Dorée
Musée national de l'histoire de l'immigration, Aquarium tropical
À l'attention de la Régie générale du service de la programmation
Service de la programmation – Auditorium niveau 1
293, avenue Daumesnil
75012 PARIS

Les jours, les horaires et les modalités exactes de livraison seront indiqués dans chaque bon de commande. Un plan de l'aire de livraison est joint en annexe 1 du présent CCP. Les matériels devront être livrés conformément aux indications de chaque bon de commande.

Les livraisons devront s'effectuer exclusivement par l'aire de livraison, située au 8, rue Armand Rousseau, 75012 Paris, dans les conditions définies au bon de commande.

7.1.2 – Modalités de livraison

Les livraisons s'effectueront **gratuitement** sous l'entière responsabilité du titulaire, à charge pour ce dernier de confirmer à l'Établissement la date et l'heure de ladite livraison (délai de livraison et créneau horaire choisi, à définir entre les parties, et à inscrire sur le bon de commande).

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison qui portera obligatoirement, outre ses propres références, les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire,
- La référence du présent marché et de chaque avenant éventuel,
- La référence du bon de commande,
- Le détail et les quantités des prestations et/ou fournitures livrées,

Ainsi que toutes autres précisions particulières s'y rapportant.

Le bon de livraison devra obligatoirement être établi en deux exemplaires ; un exemplaire sera conservé par le titulaire et un autre par le représentant de l'Établissement.

Sauf demande ou accord préalable et exprès de l'Établissement, les commandes ne devront en aucune façon, être livrées de façon partielle.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu ou de la date de livraison restera à la charge financière exclusive du titulaire et ne pourra en aucun cas être facturée à l'Établissement.

Le titulaire s'engage à honorer sa livraison égarée dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures suivant la date initiale de la livraison concernée et non effectuée et ce, dans le respect du contenu du bon de commande initial.

7.2 – Opérations de réception et de vérification des prestations

Les prestations objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché et qu'elles sont conformes à chaque bon de commande émis par l'Établissement.

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées au moment même de l'exécution des prestations, conformément aux articles 22 et 23 du CCAG/FCS.

7.2.1 – Réception

Lors de la livraison des fournitures, il sera procédé sur le champ par le régisseur général de l'Établissement ou par toute autre personne dûment habilitée à la réception quantitative, en nombre de matériels et/ou en nombre de palettes livrés ou tous autres emballages reçus. La livraison des matériels ou fournitures ou consommables sera constatée par la délivrance d'un récépissé (bon de livraison) au titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison.

7.2.2 – Vérifications quantitatives et qualitatives

Les vérifications quantitatives et qualitatives des matériels, fournitures et/ou consommables, en conformité avec le bon de commande, seront effectuées dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés suivant la date de livraison. Passé ce délai et dans le silence de l'Établissement, la livraison sera considérée comme conforme.

Lors de ces vérifications, le titulaire aura la faculté de s'y faire valablement représenter.

En cas de rejet des fournitures et/ou prestations pour non-conformité et/ou par suite d'une défectuosité constatée par l'Établissement, le titulaire sera tenu de procéder à la reprise et au remplacement ou à la modification du matériel et/ou de la prestation incriminée dans un délai maximum de cinq (5) jours calendaires.

Suite à la livraison de la fourniture modifiée et/ou à l'exécution de la prestation corrigée, l'Établissement disposera d'un nouveau délai de cinq (5) jours ouvrés pour procéder à la vérification des nouvelles fournitures et/ou prestations.

En cas de fourniture et/ou prestation à nouveau défectueuse, l'Établissement aura la faculté de prononcer sans préavis d'une part une sanction financière à l'encontre du titulaire et d'autre part la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire si, du fait de son incapacité, les objectifs n'étaient pas atteints dans les délais ci-dessus fixés.

Suite aux vérifications qualitatives et quantitatives simples, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG/FCS par la personne apte à représenter l'Établissement.

ARTICLE 8 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

8.1 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution de chaque commande objet du présent marché sera fixé dans le bon de commande qui lui correspondra.

8.2 – Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire sera dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'Établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Établissement prolongera le délai d'exécution.

Le titulaire devra signaler à l'Établissement toutes les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. À défaut, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité de retard, telle que prévue à l'article 10 ci-après du présent CCP.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire s'engage à contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de son personnel et de ses matériels, de l'Établissement (comprenant ses biens mobiliers, immobiliers et son personnel) et des tiers, victimes d'accidents et/ou de dommages, directs et indirects, corporels et matériels, causés par le titulaire et ses préposés dans le cadre de la livraison des fournitures et de l'exécution des prestations objet du présent marché.

À la notification du présent marché et conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le titulaire aura d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

Une nouvelle attestation d'assurance devra être à nouveau transmise par le titulaire à l'Établissement en cas de durée de validité de l'attestation initiale inférieure à la durée du marché, de façon à ce que l'Établissement dispose d'une attestation valide pendant toute la durée du marché.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution du marché, sur demande de l'Établissement, le titulaire sera tenu de lui remettre une attestation d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement.

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements résultant de son exécution des prestations et ne pourra exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire aura notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles en vigueur (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il sera tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il sera tenu, en outre, de garantir l'Établissement contre toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

Les pénalités visées au présent article se cumulent, sans limitation de plafond. Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, aucune exonération de pénalité ne sera applicable.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire sera soit facturé séparément au titulaire, soit déduit du montant de la facture correspondant aux commandes mal exécutées.

10.1 – Pénalité de retard

En cas de retard de livraison de fournitures et/ou de retard dans l'exécution des prestations objet du marché, selon les délais fixés dans le présent CCP et/ou dans les bons de commande, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation du retard par l'Établissement, une pénalité financière forfaitaire de deux cents euros (200 €) par jour ou heure de retard constaté par l'Établissement (selon que le délai est fixé en jours ou en heures).

Les retards répétés constatés dans l'exécution des prestations pourront entraîner la résiliation du présent marché par l'Établissement, sans indemnité et sans préavis, aux torts exclusifs du titulaire.

10.2 – Autres pénalités

Par ailleurs, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable et par infraction constatée, une pénalité financière forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) en cas de :

- Absence de désignation par le titulaire de son représentant (responsable technique) dans les délais prévus à l'article 2.2 ci-dessus du présent CCP ;
- Absence de qualifications des personnels affectés à la réalisation des prestations, conformément à l'article 4.4 ci-dessus du présent CCP ;
- Non-fourniture dans les délais de l'attestation annuelle d'assurance, conformément à l'article 9 du présent CCP ;
- Non-déclaration préalable d'une sous-traitance, conformément à l'article 12 du présent CCP ;
- Non-fourniture ou fourniture hors délai des documents visés à l'article 13 du présent CCP.

ARTICLE 11 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

11.1 – Retenue de garantie

Le titulaire sera dispensé de constituer une retenue de garantie.

11.2 – Avance

Dans la mesure où le montant d'une commande dépasserait la somme de cinquante mille euros hors taxe (50 000 € HT), une avance, telle que prévue aux dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, sera versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement. Son montant en prix sera égal à cinq pour cent (5 %) du montant hors taxe de ladite commande.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra cependant sous-traiter que l'exécution de certaines parties de son marché.

La sous-traitance totale est interdite. Une sous-traitance partielle reste possible, mais elle ne pourra pas porter sur la prestation principale de fourniture des produits, articles ou accessoires objet du présent marché.

Le titulaire demeurera, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

Le titulaire du présent marché qui voudrait sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations devra demander par écrit à l'Établissement d'accepter, préalablement à tout commencement d'exécution, chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par l'Établissement, ce dernier notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché devra faire connaître à l'Établissement le nom et les coordonnées (adresse mail et téléphone) de la personne physique habilitée à représenter le ou les sous-traitant(s).

Le titulaire engagera sa responsabilité auprès de l'Établissement en cas de non-déclaration préalable à tout commencement d'exécution de prestations du ou des sous-traitants auxquels il souhaite faire appel.

Le titulaire encourra également dans ce cas une pénalité financière, telle que visée à l'article 10 du présent CCP.

ARTICLE 13 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Conformément à l'article R. 324-4 du code du travail, le titulaire devra fournir à l'Établissement, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six (6) mois (art. R. 324-4-1°-a),
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. R. 324-4-3°),

- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. R. 3244-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de retard dans la remise de ces documents, le titulaire encourra une pénalité financière telle que définie à l'article 10 ci-dessus.

En cas de non-remise de ces documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure de l'Établissement notifiée par écrit restée infructueuse, le marché pourra être résilié par l'Établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques lorsqu'il a contrevenu à l'article R. 324-4 du code du travail.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

14.1 – Conditions de résiliation

a) Outre les cas prévus aux articles 29 à 34 du CCAG/FCS, le présent marché pourra être résilié, aux torts exclusifs du titulaire, en raison de défaillances du titulaire jugées incompatibles avec la bonne exécution des prestations objet du présent marché et en particulier en cas de :

- Refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du présent CCP) ou de mauvaises exécutions (non conformes) répétées,
- Exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le présent CCP et dans les bons de commande),
- Non-remise des attestations fiscales et sociales prévues au présent marché.

b) Par ailleurs, le présent marché sera également résiliable par l'Établissement, à tout moment et pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire, par une décision de résiliation en respectant un délai de préavis de trois (3) mois à compter de la date de la décision.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire en compensation de son éventuel préjudice.

c) En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire à l'encontre du titulaire du présent marché devra être notifié immédiatement à l'Établissement par le titulaire. Il devra en être de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Établissement adressera à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure sera adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée. Ce délai d'un mois pourra être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à compter de la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois mentionné ci-dessus. Elle n'ouvrira droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 15 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG/FCS, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts exclusifs du titulaire par décision de l'Établissement, ce dernier se réservera le droit de faire exécuter les prestations objet du marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

Une exécution aux frais et risques du titulaire pourra notamment être réalisée sur décision de l'Établissement en cas de :

- Refus d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché ou non-conformité répétée dans l'exécution des prestations par le titulaire,
- Exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le cadre de réponse du présent marché et éventuellement dans les bons de commande),
- Non-remise à l'Établissement des attestations fiscales et sociales du titulaire prévues à l'article 13 du présent CCP.

ARTICLE 16 : CLAUSE DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ

L'Établissement ayant reçu les labels « Diversité » et « Égalité », il accorde une importance aux questions d'égalité et de diversité professionnelles et s'est engagé dans une démarche de respect de ces valeurs.

Il souhaite en conséquence que ses cocontractants se soucient également de ces valeurs.

Un questionnaire « Diversité » et « Égalité » a ainsi été fourni au titulaire de façon à ce que ce dernier le renseigne et le retourne ensuite à l'Établissement à l'issue de la procédure de notification du présent marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement, tous les six (6) mois, le même document pour présenter les démarches qu'il aura mises en œuvre pour répondre à ces questions d'égalité et de diversité et pour corriger et mettre à jour les données qui le nécessiteraient.

ARTICLE 17 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, l'Établissement et le titulaire pourront recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au présent marché, dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable auront pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agira comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable n'interrompra pas le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'Établissement sur l'avis du comité.

En cas de règlement amiable impossible, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 18 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 10 (Pénalités) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 12 (Sous-traitance) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 3.6.3 du CCAG/FCS.

L'article 14 (Résiliation) du présent CCP déroge aux dispositions des articles 29 à 34 du CCAG/FCS.

L'article 15 (Exécution aux frais et risques du titulaire) du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS.

ANNEXE 1 : PLAN DE L'AIRE DE LIVRAISON DE L'ÉTABLISSEMENT

